Le salaire ou le traitement net à prendre en considération doit correspondre au salaire ou traitement de base ainsi que toutes les indemnités et primes servies mensuellement avec le salaire de base après déduction des impôts, des retenues au titre des cotisations aux régimes de sécurité sociale et de toutes les autres retenues à l'exclusion de celles afférentes au remboursement des prêts et des avances sur salaires.

Pour les salariés rémunérés à l'heure, au rendement à la tâche, à la pièce, etc...) le montant de la retenue doit être égal au 1/30^e de la totalité des sommes nettes perçues au cours du mois de juin 1987 (égale ou supérieure à 150 D) y compris les primes et indemnités après déduction des impôts, des cotisations aux régimes de la sécurité sociale et de toutes les autres retenues à l'exclusion de celles afférentes au remboursement de prêts et des avances sur salaires

II. — Modalités de recouvrement de la contribution au programme national de résorption des logements rudimentaires

Le produit des retenues opérées au titre de la contribution au programme national de résorption des logements rudimentaires

sera versé directement par l'employeur à la recette des finances territorialement compétente dans les mêmes conditions et modalités afférentes au versement des retenues opérées au titre de l'impôt sur les traitements et salaires (ITS)

Le bulletin de versement doit comporter notamment la mention « contribution au programme national de résorption des logements rudimentaires »

Par ailleurs, chaque employeur doit mentionner les retenues opérées au titre de la contribution précitée sur ses livres comptables ainsi que sur les bulletins de paie des agents concernés.

Les infractions aux présentes dispositions seront constatées poursuivies et réprimées comme en matière d'impôt sur les traitements et salaires.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

NOMINATION

Par décret n° 87-690 du 2 mai 1987

Monsieur Mohamed Hachicha, ingénieur principal est chargé des fonctions de chef de service de la recherche et de l'expérimentation pédologique à la direction des sols, relevant du ministère de l'agriculture.

MINISTRE DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

ORGANISATION

Décret n° 87-691 du 2 mai 1987, portant organisation de la campagne oleïcole 1986/87

Nous Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne

Vu la loi n° 70-26 du 19 mai 1970, relative aux modalités de fixation des prix et à la repression des infractions en matière économique;

Vu la loi n° 69-44 du 31 décembre 1969, portant loi de finances pour la gestion 1970 et notamment son article 35;

Vu le décret-loi n° 70-13 du 16 octobre 1970, portant réorganisation de l'office nationale de l'huile ratifié par la loi n° 70-53 du 20 novembre 1970;

Vu le décret du 30 novembre 1954, relatif à la protection des huiles, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 71-337 du 8 septembre 1971, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'office nationale de l'huile tel qu'il a été modifié par les décrets n° 73-32 du 22 janvier 1973, n° 73-84 du 5 mars 1973 et n° 80-409 du 15 avril 1980;

Vu l'arrêté du 11 février 1957, portant application aux huiles alimentaires les dispositions du décret du 10 octobre 1919 sur les fraudes dans le commerce des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ou naturels, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 24 mars 1959;

Vu l'avis des ministres de plan et des finances, de l'industrie et du commerce et de la production agricole et de l'agro-alimentaire;

Vu l'avis du tribunal administratif

Décrétons :

Article premier. — Dans le cadre du monopole qui lui est confié par le décret-loi n° 70-13 du 16 octobre 1970, l'office national de

l'huile charge par voie de convention conformément à un cahier des charges, des intermédiaires préalablement agréés par les ministères de l'industrie et du commerce et de la production agricole et de l'agro-alimentaire de la collecte de l'huile d'olive et des huiles de grignons dans certaines localités ou il estime nécessaire de renforcer les centres de collecte

Art. 2. — Les oleifacteurs assurent la rétrocession à l'office national de l'huile des huiles d'olive produites dans leurs huileries, soit que ces huiles proviennent des olives acquises par eux ou leur appartenant ou qu'elles constituent des apports de leurs clients, ces huileries sont réputées «organismes de collecte» et doivent à ce titre, suivre toutes les instructions qui leur sont données par l'office national de l'huile.

Art. 3. — L'indemnité relative aux opérations de collecte des huiles d'olive visées aux articles 1 et 2 du présent décret s'effectue dans les conditions suivantes :

1) Les collecteurs visés à l'article premier du présent décret bénéficient d'un millime et demi par kilo collecté chez les tiers;

2) Les collecteurs visés à l'article premier du présent décret et les oléifacteurs visés à l'article 2 du présent décret peuvent prétendre à :

a) une prime de 1,297 dinars par tonne et par mois pour les huiles d'olive pour lesquelles, ils auront obtenu l'avance correspondante à 90 % de leur valeur mais qu'ils conservent pour le compte de l'office national de l'huile dans leurs piles scellées par les agents de cet organisme.

Toutefois, au cas où, à la liquidation de l'opération il s'avèrerait que la quantité livrée est inférieure de plus de 5 % à la quantité déclarée, la prime de 1,297 dinars est ramenée à 0,862 dinars.

b) une prime de 5,212 dinars par tonne et par mois au titre des huiles dont la livraison et le paiement sont différés.

Art. 4. — L'office national de l'huile est tenu de verser en contre partie des livraisons d'huile d'olive de la récolte 1986/87 des avances sur les prix définitifs de leur commercialisation payable au moment de la livraison conformément au tableau ci-après :

Acidité	Avance	Acidité	Avance	Acidité	Avance
0,30	1.100,00	1,65	953,82	3,00	900,00
0,35	1.094,85	1,70	951,77	3,05	989,48
0,40	1.089,72	1,75	949,73	3,10	896,95
0,45	1.084,61	1,80	947,69	3,15	895,43
0,50	1.079,53	1,85	945,65	3,20	893,92
0,55	1.074,47	1,90	943,62	3,25	892,40
0,60	1.069,44	1,95	941,59	3,30	890,89
0,65	1.064,42	2,00	939,57	3,35	889,38
0,70	1.059,44	2,05	937,55	3,40	887,88
0,75	1.054,47	2,10	935,53	3,45	886,37
0,80	1.049,53	2,15	933,52	3,50	884,87
0,85	1.044,63	2,20	931,52	3,55	883,37
0,90	1.039,72	2,25	929,52	3,60	881,88
0,95	1.034,85	2,30	927,52	3,65	880,38
1,00	1.030,00	2,35	925,53	3,70	878,89
1,05	1.022,78	2,40	923,54	3,75	877,40
1,10	1.015,60	2,45	921,55	3,80	875,92
1,15	1.008,48	2,50	919,57	3,85	874,44
1,20	1.001,41	2,55	917,60	3,90	872,95
1,25	994,38	2,60	915,62	3,95	871,48
1,30	987,41	2,65	913,66	4,00	870,00
1,35	980,49	2,70	911,69		
1,40	973,61	2,75	909,73		
1,45	966,78	2,80	907,78		
1,50	960,00	2,85	905,83		
1,55	957,94	2,90	903,88		
1,60	955,88	2,95	901,94		

Au delà 4° d'acidité la valeur de l'huile est obtenue par l'application de la formule suivante :

$$V_A = 500 \times (1,0034678)^{(200 - 10 \times A)}$$

V_A : Valeur de l'huile correspondante à une acidité A supérieure à 4°.

Les acomptes s'entendent pour une marchandise loyale et marchande n'ayant pas de défauts organoleptiques et livrée piles vendeurs après agrèage cartradictoire.

Toutefois, ces acomptes constituent un prix définitif pour les livreurs d'huiles, non producteurs.

Art. 5. — Le prix de vente définitif à l'office national de l'huile raffinées de grignon est fixé à 620 millimes par kilo

Art. 6. — Le prix de vente des huiles acides et des pâtes de neutralisation destinées à la fabrication du savon est fixé à 370 millimes par kilo de matière grasses

Art. 7. — Au terme de la campagne 1986/87, et selon les résultats de commercialisation des huiles de pression acquises par l'office national de l'huile un complément de prix pourrait être accordé aux producteurs qui ont livré de l'huile d'olive à l'office national de l'huile et qui sont domiciliés auprès d'une huilerie agréée par l'office

Art. 8. — Le détention et le colportage en vue de la vente ainsi que la mise en vente pour la consommation locale des huiles d'olive ou de grignons en vrac ou sous emballage sont interdits à l'exception des huiles d'olive vendues dans les conditions suivantes :

— huiles conditionnées par les soins ou pour le compte de l'office national de l'huile ou par les conditionneurs agréés qui pourront être mises en vente à la consommation aux prix fixés par les services compétents du ministère de l'industrie et du commerce.

— huiles destinées à la constitution des stocks familiaux provenant directement des huileries agréées et ne dépassant pas 200 kg par famille.

Cette quantité peut être prélevée par les producteurs sur leur propre production ou être achetée par les non producteurs aux huileries spécialement agréées à cet effet par l'office national de l'huile.

Art. 9. — Toute circulation des huiles d'olives ou de grignons qu'elle que soit sa destination doit être autorisée par un laissez-passer délivré à cet effet par l'office national de l'huile ou par les délégués des gouverneurs territorialement compétents.

Art. 10. — Tout propriétaire ou locataire d'une huilerie est tenu avant la mise en marche de celle-ci d'adresser à l'office national de l'huile une déclaration établie en double exemplaire sur les imprimés spéciaux mis à la disposition des intéressés par cet organisme. L'un des exemplaires de cette déclaration est retourné au déclarant avec l'accusé de réception de l'office national de l'huile et doit être présenté à toute réquisition.

Art. 11. — Toute personne qui contrevient aux dispositions du présent décret est passible des peines prévues par la législation en vigueur.

Art. 12. — Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées

Art. 13. — Les ministres du plan et des finances, de l'industrie et du commerce, et de la production agricole et de l'agro-alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*

Fait à Tunis, le 2 mai 1987

P/Le Président de la République tunisienne
et par délégation

Le Premier ministre
RACHID SFAR

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

NOMINATIONS

Par arrêtés du ministre de l'industrie et du commerce du 2 mars 1987 :

Monsieur Taïeb Bayou est nommé administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de la Société Tunisienne de Sidérurgie «El Fouladh» en remplacement de Monsieur Mohamed Chatty.